Projet de résolution

À être adopté par les assemblées générales des syndicats affiliés à la CSN

Préambule

Le 22 janvier dernier, Amazon annonçait son intention de fermer ses sept entrepôts au Québec et de céder l'ensemble de ses opérations à la sous-traitance provoquant ainsi le licenciement de plus de 4 700 personnes. Un geste brutal qui ne s'explique que par la présence d'un premier syndicat canadien à l'entrepôt DXT4 de Laval et du fait qu'un arbitre du travail s'apprêtait à y décréter, aussitôt qu'à l'été 2025, une première convention collective en Amérique du Nord.

Pour la CSN et ses syndicats, il s'agit non seulement d'une attaque frontale à l'ordre juridique québécois et au droit d'association prévu à nos chartes. Il s'agit d'un geste d'une rare violence visant à éradiquer toute présence syndicale. Et devant cela, les syndicats de la CSN ne peuvent rester silencieux, les bras croisés.

Attendu que :

- En décidant de fermer ses sept entrepôts et son service de livraison au Québec, Amazon a entraîné la perte de plus de 4 700 emplois, jetant autant de familles à la rue;
- Une telle décision est contraire au *Code du travail* qui prévaut au Québec : il s'agit d'un stratagème profondément antisyndical, destiné à empêcher la conclusion d'une première convention collective à l'entrepôt DXT4 de Laval et à freiner toute tentative de syndicalisation;
- Depuis son implantation, Amazon vampirise le secteur de la vente au détail au Québec, ayant entraîné la fermeture de plusieurs commerces locaux et la perte de nombreux emplois;
- Cette décision est contestée devant le Tribunal administratif du travail, à qui la CSN demande d'ordonner la réouverture des sept entrepôts et la réintégration des 1 700 employé-es directs d'Amazon.

Il est proposé :

- Que le _____ (nom du syndicat) adhère à la campagne de boycottage d'Amazon en cessant tout achat sur Amazon.
- Que le _____ (nom du syndicat) invite ses membres à privilégier l'achat local en cessant d'acheter sur Amazon et en résiliant leur abonnement à Amazon Prime.
- Que le _____ (nom du syndicat) entreprenne les démarches nécessaires auprès de _____ (nom de l'employeur) afin de s'assurer que ce dernier ainsi que l'ensemble du personnel cessent de s'approvisionner auprès d'Amazon et mettent fin, dès que possible, à tout contrat numérique auprès d'Amazon Web Services (AWS) et autres filiales de la multinationale.
- Que le _____ (nom du syndicat) demande aux gouvernements à Ottawa et à Québec, à la ville de _____ (nom de la Ville) et à toute institution publique de cesser de s'approvisionner auprès d'Amazon et de mettre fin, dès que possible, à tout contrat numérique auprès d'Amazon Web Services (AWS) et autres filiales de la multinationale.